

TI_GERICHTE 42.2010.1 vom 27. September 2010

TI Tribunale d'appello, 2010-09-27, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_42.2010.1

FR: TI_GERICHTE 42.2010.1 du 27 septembre 2010

IT: TI_GERICHTE 42.2010.1 del 27 settembre 2010

Regeste

6/09: colloquio con USSI. Informato ricor. della possib. di postulare ind. di disocc. straord. cant., chiedendo stralcio come "indip.". Non è possib. però negare immed. prest. assist. Vanno riconosciute per 3 mesi, trattandosi di attiv. indep. già in corso. Per altri mesi, non diritto a prest. BF non tutelata

Erwägungen

E. 3

persone 1786.-- 100.-- 1886.--

E. 4

persone 2054.-- 100.-- 2154.--

E. 4.2

La juridiction cantonale a constaté que la caisse n'avait donné aucune information à l'assuré quant à la possibilité d'ouvrir un nouveau délai-cadre en raison de la reconnaissance par les juridictions compétentes de ses prétentions découlant des rapports de travail. En outre, l'intéressé ne pouvait pas connaître cette possibilité, de sorte que l'on ne saurait lui reprocher de ne pas s'être renseigné à l'approche de la fin du délai-cadre. Par ailleurs, l'assuré a décidé d'entreprendre une activité indépendante non pas pour des motifs personnels mais parce qu'il croyait n'avoir plus d'autre choix en raison de l'expiration du délai-cadre d'indemnisation. Se fondant sur ces constatations de fait, le tribunal cantonal a considéré que la caisse avait manqué à son devoir de conseil au sens de l'art. 27 al. 2 LPGA et que ce manquement avait induit l'intéressé à un comportement préjudiciable à ses intérêts, dans la mesure où il avait renoncé à effectuer les démarches nécessaires pour faire valoir son droit à l'indemnité journalière au-delà du 24 février 2004 et avait subi des pertes économiques dans deux sociétés qui ne lui avaient rapporté aucun gain. De son côté, la caisse recourante conteste l'existence d'un lien de causalité entre l'absence de renseignement et le comportement de l'assuré préjudiciable à ses intérêts. Elle reconnaît, certes, qu'elle n'a pas informé l'intéressé de la possibilité d'ouvrir un nouveau délai-cadre ensuite de l'issue favorable de la procédure prud'homale. Mais elle soutient que la décision de l'assuré d'entreprendre une activité lucrative indépendante et de renoncer par conséquent à se mettre à disposition des autorités de chômage à la fin du délai-cadre était motivée par son désir personnel d'exercer une telle activité. Tout en affirmant en préambule que les faits ont été correctement établis par le tribunal cantonal, la recourante présente son propre exposé des événements à l'appui de son recours.

E. 4.3

p. 62 et les références). Il appartient au recourant de démontrer le caractère arbitraire par une argumentation répondant aux exigences de l'art. 42 al. 2 LTF, respectivement de l'art. 106 al. 2 LTF (ATF 133 II 249 consid. 1.4.3 p. 254 s.).

E. 4.4

En l'espèce, le recours ne contient toutefois aucune démonstration du caractère arbitraire de l'état de fait du jugement attaqué. En effet, la caisse recourante n'expose pas en quoi l'appréciation des preuves par les premiers juges est manifestement insoutenable. Son argumentation tend plutôt à substituer sa propre appréciation à celle de l'autorité précédente. Par ailleurs, certaines allégations n'apparaissent pas avoir été écartées sans raison sérieuse par les premiers juges, dès lors qu'elles portent sur des circonstances postérieures au moment où l'assuré aurait encore pu entreprendre des démarches utiles auprès des autorités d'exécution de l'assurance-chômage s'il avait été dûment renseigné. Sur le vu des faits établis dans le jugement, la juridiction cantonale était dès lors fondée à considérer que la caisse a manqué à son devoir de conseil au sens de l'art. 27 al. 2 LPGA et que ce manquement a induit l'assuré à un comportement préjudiciable à ses intérêts. Dans la mesure où le contenu du renseignement omis n'était pas évident au point que l'intéressé pouvait s'attendre à une autre information, le défaut de renseignement obligeait la caisse à lui consentir un avantage auquel il n'aurait en principe pas pu prétendre, en l'occurrence les droits découlant de l'ouverture d'un nouveau délai-cadre à partir du 25 février 2004. Le jugement attaqué n'est dès lors pas critiquable et le recours se révèle mal fondé." In un'altra sentenza 8C_619/2009 del 23 giugno 2010 l'Alta Corte ha invece rilevato: " 3.4.2 En l'occurrence, la recourante ne peut toutefois invoquer un défaut de renseignement éventuel pour obtenir l'admission de ses prétentions. Pour cela, il faudrait en effet que le manquement dont elle se prévaut l'ait induite à un comportement préjudiciable à ses intérêts. En d'autres termes, il doit exister un lien de causalité entre un tel comportement et l'absence de renseignement. Or, il apparaît qu'en l'occurrence, la diminution de revenu à laquelle elle a consenti était essentiellement motivée par son désir personnel d'étendre son activité indépendante pour renoncer à tout emploi salarié. Elle indique en effet que l'autorisation d'exercer l'activité de chauffeur de taxi dont elle bénéficiait avant le chômage était une autorisation de type B, laquelle ne permet pas de stationner sur le domaine public, en particulier à la gare. Une telle autorisation ne permet donc pas d'obtenir des moyens d'existence suffisants, de sorte que les chauffeurs ne la demandent que dans l'espoir de bénéficier ultérieurement de l'autorisation A. De son côté, l'intéressée a obtenu une telle autorisation dès le mois de juin 2006, après avoir poursuivi et développé son activité de chauffeur au bénéfice de l'autorisation B. Dans ces conditions, le comportement préjudiciable n'est pas dû au défaut de renseignement et la recourante ne peut pas se prévaloir d'un manquement de la caisse à son devoir de conseil." Nella presente fattispecie il TCA ritiene che l'USSI ha mancato nel suo dovere di informazione nella misura in cui, prima dell'incontro del 4 giugno 2009, non ha esplicitamente informato RI 1 e RA 1 dalla possibilità di beneficiare delle indennità di disoccupazione straordinarie, sebbene già il 30 ottobre il tutore ufficiale avesse comunicato all'amministrazione che non esisteva il diritto alle indennità di disoccupazione di diritto federale (cfr. inc. 42.2009.22, Doc. 69: "Con la presente vi comunico che il sig. RI 1 non ha diritto ad alcuna indennità presso la disoccupazione in quanto iscritto quale persona con attività lucrativa indipendente dal 01.10.2000, vi allego copia decisione SUVA/AVS."; lettera del 2 settembre 2008 dell'USSI, Doc. 72; decisione del 18 dicembre 2009, consid. 1.2). Alla luce di questa comunicazione l'amministrazione avrebbe dovuto rendere immediatamente attento RI 1 della possibilità di

ottenere le prestazioni di disoccupazione cantonali. Questo Tribunale ritiene tuttavia che l'omissione dell'amministrazione non abbia causato un pregiudizio all'assicurato. Infatti, anche se avesse ottenuto la corretta informazione, per i motivi chiaramente esposti da RA 1 anche durante l'udienza del 20 settembre 2010, RI 1 avrebbe continuato, almeno per un certo periodo, a mantenere lo statuto di indipendente, visto che in quella veste riteneva di avere più possibilità di reperire un lavoro. Ora, la condizione per poter beneficiare delle indennità straordinarie di disoccupazione è proprio quella di abbandonare definitivamente lo statuto di indipendente (cfr. consid. 2.7 e STCA 42.2009.13 del 12 aprile 2010). In simili condizioni, secondo il TCA, non essendo stata la mancanza di informazione ad indurre RI 1 ad adottare un comportamento che gli è pregiudizievole (cfr. DTF 131 V 482; sentenza 8C_619/2009 del 23 giugno 2010), non sono date le condizioni per tutelare la buona fede del ricorrente e riconoscergli, in applicazione di questo principio costituzionale, il potenziale diritto alle prestazioni assistenziali anche nel periodo dal 1° gennaio al 31 maggio 2010.

E. 5

persone 2323.-- 100.-- 2423.--

E. 6

persone 2592.-- 100.-- 2692.--

E. 6.1

p. 636 s. et les références citées). Ces principes s'appliquent par analogie au défaut de renseignement, la condition (c) devant toutefois être formulée de la façon suivante: que l'administré n'ait pas eu connaissance du contenu du renseignement omis ou que ce contenu était tellement évident qu'il n'avait pas à s'attendre à une autre information (ATF 131 V 472 consid. 5 p. 480).

E. 7

Au demeurant, la lecture de l'arrêt attaqué permet de constater que le Tribunal administratif a appliqué correctement la législation topique, en particulier la loi du 19 septembre 1980 sur l'assistance publique du canton de Genève." (su questo tema cfr. pure la STCA 42.2006.12 del 15 febbraio 2007 pubblicata in RtiD II-2007 N° 14 pag. 62 seg., consid. 2.8) Dalla sentenza cantonale relativa a quel caso (ATA/804/2004) si evince che il diritto a prestazioni assistenziali è stato riconosciuto ancora durante tre mesi (fino al 31 agosto 2003), dopo che l'assicurata aveva iniziato un'attività lucrativa indipendente a titolo principale, che in precedenza aveva effettuato per diversi anni a titolo accessorio (beneficiando di prestazioni assistenziali). In una sentenza 42.2009.13 del 12 aprile 2010 questo Tribunale ha stabilito che, per principio, deve essere riconosciuto il diritto a tre mesi di prestazioni assistenziali anche a coloro che svolgono un'attività indipendente a carattere stagionale ed al riguardo si è così espresso: " Nella presente fattispecie, rispondendo ai quesiti posti dal TCA, l'USSI ha sottolineato di avere esaminato la possibilità di eventualmente versare prestazioni assistenziali durante l'esercizio dell'attività lucrativa indipendente di X ma di averla esclusa in quanto, trattandosi di un'attività stagionale, la persona affiliata quale indipendente si assume completamente i rischi legati a questo tipo di attività e alle riduzioni temporanee delle entrate (cfr. consid. 1.9 e 1.10). Di fatto è così stato negato anche al ricorrente il diritto alle prestazioni assistenziali visto che egli faceva parte, a quel momento, della medesima unità di riferimento (cfr. consid. 2.6 in fine). Chiamato ora a pronunciarsi questo Tribunale non può approvare l'operato dell'amministrazione. Visto lo scopo dell'assistenza sociale

(cfr. consid. 2.1) non vi è infatti motivo di trattare diversamente le differenti categorie di lavoratori indipendenti (in particolare quelli che svolgono un'attività durante tutto l'anno da quelli che effettuano un'attività a carattere stagionale). Questa soluzione si giustifica tanto più se si considera che le prestazioni assistenziali ai lavoratori indipendenti possono essere accordate soltanto per un breve periodo e a ben precise condizioni (cfr. consid. 2.9 e consid. 1.9: "3 mesi prolungabili al massimo di altri 3 mesi") e che, nel caso presente, l'attività indipendente di _____ è ripresa all'inizio della nuova stagione e si è protratta fino al 30 settembre 2006 (cfr. Doc. 12; Doc. 48-49). D'altra parte occorre pure considerare che non sempre è possibile cessare un'attività indipendente con effetto immediato. Di conseguenza, nel caso presente, l'USSI avrebbe dovuto riconoscere, per principio, il diritto alla prestazione assistenziale durante un periodo di tre mesi, prima di pretendere da X l'annuncio agli organi dell'assicurazione contro la disoccupazione al fine di ottenere le indennità federali o cantonali.

2.7. L'art. 10 della legge sul rilancio dell'occupazione e sul sostegno ai disoccupati (L-rilocc), nel suo tenore in vigore dal 1° febbraio 2003, relativo al sostegno ai lavoratori indipendenti disoccupati, prevede che: " Ai disoccupati che hanno cessato da 6 mesi al massimo un'attività indipendente e non hanno diritto alle prestazioni della LADI, lo Stato può versare indennità straordinarie interamente a carico del Cantone .(cpv. 1) Può beneficiare di tali indennità chi: a) ha dimostrato di aver fatto il possibile per evitare o abbreviare la disoccupazione; b) non riceve rendite AVS o AI intere; c) soddisfa i requisiti della Legge sull'armonizzazione e il coordinamento delle prestazioni sociali del 5 giugno 2000 (Laps).(cpv. 2) In caso di capacità lavorativa temporaneamente inesistente o ridotta per malattia o infortunio i beneficiari hanno diritto all'intera indennità. Questo diritto è limitato a 15 indennità giornaliere entro il periodo di percezione fissato dall'art. 11 cpv. 2. (cpv. 3) " Ai sensi dell'art. 11 L-rilocc, concernente l'importo massimo: " Richiamati gli articoli 10 e 11 Laps, l'importo massimo dell'indennità straordinaria è pari alla differenza fra il reddito disponibile residuale e la soglia d'intervento ai sensi della Laps. (cpv. 1) Possono essere concesse al massimo 120 indennità giornaliere intere sull'arco di un anno. (cpv. 2)." L'art. 13 R L-rilocc enuncia: " ... (cpv. 1 abrogato con effetto dal 1.2.03) L'indennità straordinaria di disoccupazione viene versata nella forma di un'indennità giornaliera. Per una settimana vengono corrisposte cinque indennità giornaliere. (cpv. 2) Il disoccupato che chiede il versamento delle indennità straordinarie di disoccupazione soggiace alle prescrizioni di controllo previste dalla LADI. (cpv. 3) ... (cpv. 4 abrogato con effetto dal 1.2.03) ... (cpv. 5 abrogato con effetto dal 1.2.03) ... (cpv. 6 abrogato con effetto dal 1.2.03)." L'assistenza sociale ha carattere sussidiario rispetto alle prestazioni sociali federali e cantonali (cfr. art. 2 Las; consid. ...). L'art. 2 Las e gli art. 2 e 13 Laps contemplano la priorità delle indennità straordinarie di disoccupazione previste dalla Legge sul rilancio dell'occupazione e sul sostegno ai disoccupati (L-rilocc) rispetto alle prestazioni assistenziali (cfr. consid. ...).

2.8. Nella presente fattispecie nel corso del dibattimento è emerso con evidenza che, effettivamente, durante il colloquio del 4 giugno 2009 RI 1 ed RA 1 sono stati informati della possibilità di richiedere le indennità straordinarie di disoccupazione fondata sul diritto cantonale (cfr. consid. 2.5) chiedendo nel contempo lo stralcio quale "indipendente". Al riguardo le parti si sono infatti così espresse: " (...) Il presidente del TCA chiede alla responsabile dell'USSI quando è stato detto alla signora RA 1 e al sig. RI 1 che occorre disiscriversi in quanto indipendente per poter ottenere le prestazioni cantonali ai disoccupati. La sig.ra _____ sottolinea che in ogni caso se ne è parlato in occasione del colloquio del 4 giugno 2009 durante il quale gli interessati hanno fatto presente che non intendevano effettuare lo stralcio in quanto il sig. RI

1 comunicava di avere dei contatti con una ditta di costruzione ecologica. La sig.ra RA 1 precisa che effettivamente, tenuto conto anche dell'età del sig. RI 1, che gli avrebbe impedito comunque di ritrovare un'attività dipendente, avrebbe ritenuto di rimanere affiliato quale indipendente. Riguardo ai contatti con questa società (_____), la sig.ra RA 1 precisa che il sig. RI 1 ha visto concretizzarsi questa opportunità dal 1° giugno 2010. La sig.ra _____ ribadisce di avere esplicitamente detto nel corso del colloquio del 4 giugno 2009 che occorre disiscriversi da indipendente, anche se ciò non risulta perfettamente dal verbale. La sig.ra RA 1 afferma che questo è vero, sottolinea anche però di avere indicato precisamente i motivi per cui si riteneva necessario lasciare iscritto il sig. RI 1 come indipendente, visto che quella era la sua prospettiva reale di ottenere un reddito. (...)" (doc. XX, pag. 2) Questa circostanza emergeva peraltro anche da altri documenti (cfr. Doc. O; decisione su opposizione del 18 dicembre 2009 punto 5, consid. 1.2; risposta di causa punto 3, consid. 1.4; scritto di RA 1 al TCA del 19 luglio 2020 punto 3: "Ho ribadito in modo esaustivo sul perchè non si è provveduto ad inoltrare ricorso sulla decisione negativa dell'AI, idem per lo stralcio all'affiliazione AVS"). Secondo questo Tribunale la conseguenza di questa comunicazione non può tuttavia essere quella di negare immediatamente ad RI 1 il diritto a prestazioni assistenziali, come ha fatto l'USSI. Infatti, dalle direttive e dalla giurisprudenza esposte al considerando 2.6, emerge che le prestazioni assistenziali possono essere riconosciute, per principio, durante tre mesi, trattandosi di un'attività indipendente già in corso. Nel caso concreto si tratta del periodo giugno – agosto 2009. Alla luce di quanto appena esposto la decisione su reclamo del 18 dicembre 2009 deve essere parzialmente modificata nel senso che, per il periodo dal 1° giugno 2009 al 31 agosto 2009, gli atti sono rinviati all'USSI affinché stabilisca se sono dati i presupposti economici per riconoscere a RI 1 prestazioni assistenziali. In particolare l'amministrazione convocherà RI 1 ed RA 1 al fine di chiarire se, nel periodo in questione, il richiedente ha ottenuto oppure no dei redditi (cfr. Doc. XX pag. 2-3: "La signora _____ afferma di avere appreso da internet che un tale signor RI 1 ha lavorato per la costruzione di una casa (agriturismo) ecologica in _____ (_____), costruita nel 2009 e inaugurata nel 2010, e chiede indicazioni al riguardo alla sig.ra RA 1. La sig.ra RA 1 precisa che il sig. RI 1 è stato in _____ a fare una consulenza su dei materiali negli anni 2004/2005 e di non avere comunque incassato nulla.") 2.9. Per quel che concerne i mesi precedenti (gennaio – maggio 2009) ci si può chiedere se RI 1, deve essere posto al beneficio di prestazioni assistenziali sulla base del principio della buona fede. Secondo la giurisprudenza (cfr. SZS 1998 pag. 41; DTF 121 V 66; RAMI 1993 pag. 120-121, Pratique VSI 1993 pag. 21-22, RCC 1991 pag. 220 consid. 3a, RCC 1983 pag. 195 consid. 3, RCC 1982 pag. 368 consid. 2, RCC 1981 pag. 194 consid. 3, RCC 1979 pag. 155, DLAD 1992 p. 106; DTF 119 V 307 consid. 3a; DTF 118 Ia 254 consid. 4b; DTF 118 V 76 consid. 7; DTF 117 Ia 287 consid. 2b, 418 consid. 3b e sentenze ivi citate; RDAT I-1992 n° 63, DTF 116 V 298ss) e la dottrina (Grisel, *Traité de droit administratif*, vol. I, pag. 390ss; Knapp, *Précis de droit administratif*, 4a ed., n° 509, pag. 108-109; Haefliger, *Alle Schweizer sind vor dem Gesetze gleich*, pag. 217ss) affinché la buona fede di un assicurato possa essere tutelata, nei casi in cui l'amministrazione formula una promessa o crea un'aspettativa in modo contrario alla legge, devono essere adempiute cumulativamente le seguenti condizioni: 1.- l'informazione deve riferirsi ad una situazione individuale e concreta; 2.- essa deve emanare da un organo competente o che possa essere ritenuto tale compatibilmente con l'attenzione esigibile nelle circostanze. 3.- la promessa dev'essere propria a ispirare fiducia. Ciò significa che l'interessato, date le circostanze, non deve poter

riconoscere l'erroneità della disposizione. La comunicazione dell'amministrazione deve infatti essere interpretata come il destinatario può e deve capirla usando tutta l'attenzione da lui esigibile (protezione della buona fede dell'assicurato). Una mancanza di chiarezza di un'informazione da parte della cassa non può trarre seco conseguenze sfavorevoli per il cittadino (cfr. DTF 106 V 33, consid. 4; 104 V 18 consid. 4; RAMI 1991, p. 68). Inoltre l'informazione deve essere incondizionata. Qualora l'organo amministrativo che fornisce la comunicazione esprime - almeno implicitamente, ma con chiarezza - che la comunicazione non è definitiva, il destinatario della comunicazione non può far valere la propria buona fede (cfr. Imboden-Rhinow, Schweiz. Verwaltungspraxis, 5a. edizione, n. 75 B III b 3); 4.- l'informazione deve aver indotto il destinatario ad adottare un comportamento che gli è pregiudizievole. 5.- la legge non deve essere cambiata dal momento in cui l'informazione è stata data (RAMI 1991 p. 68ss; DTF 113 V 87 consid. 4c; 112 V 199 consid. 3a; 111 V 71; 110 V 155 consid. 4b; 109 V 55). Su questo principio, in una sentenza 8C_601/2009 del 31 maggio 2010, il Tribunale federale si è così espresso: " Le défaut de renseignement dans une situation où une obligation de renseigner est prévue par la loi, ou lorsque les circonstances concrètes du cas particulier auraient commandé une information de l'assureur, est assimilé à une déclaration erronée qui peut, sous certaines conditions, obliger l'autorité (en l'espèce l'assureur) à consentir à un administré un avantage auquel il n'aurait pu prétendre, en vertu du principe de la protection de la bonne foi découlant de l'art. 9 Cst. (ATF 131 V 472 consid. 5 p. 480). D'après la jurisprudence, un renseignement ou une décision erronés de l'administration peuvent obliger celle-ci à consentir à un administré un avantage contraire à la réglementation en vigueur, à condition que (a) l'autorité soit intervenue dans une situation concrète à l'égard de personnes déterminées, (b) qu'elle ait agi ou soit censée avoir agi dans les limites de ses compétences et (c) que l'administré n'ait pas pu se rendre compte immédiatement de l'inexactitude du renseignement obtenu. Il faut encore qu'il se soit fondé sur les assurances ou le comportement dont il se prévaut pour (d) prendre des dispositions auxquelles il ne saurait renoncer sans subir de préjudice, et (e) que la réglementation n'ait pas changé depuis le moment où l'assurance a été donnée (ATF 131 II 627 consid.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.